

(1) ERRATUM

(Page 14, Rapport annuel 1999)

Ordre des urbanistes du Québec
Renseignements supplémentaires
de l'exercice terminé le 31 mars 1999
Frais d'envoi

Rapport annuel 1999

SOMMAIRE

Lettres de présentation

Le Bureau et le personnel

Rapport du président

Rapport de la Directrice générale et Secrétaire

Contrôle de la pratique

Syndic

Inspection professionnelle

Revision des plaintes

Comité de discipline

Conciliation et arbitrage des comptes

Admissions

Comité d'équivalence de diplômes et formation

Comité de révision du Code de déontologie

Comité du champ de pratique

Comité de formation continue

Institut canadien des urbanistes

Congrès 1998 ICU-OQ

Etats généraux du paysage québécois

Comité environnement

Comité de la nomination des membres émérites

Développement international

Conseil interprofessionnel du Québec

Comité UMQ-UMRCQ

États financiers

Rapport des vérificateurs

Bilan au 31 mars 1999

Revenus et dépenses

Récapitulatif

LE BUREAU ET LE PERSONNEL

LES ADMINISTRATEURS AU BUREAU DE L'ORDRE SONT :

Jacques Chénier
président

Marcel Chiasson
vice-président

Claude Beaulac
trésorier

Huguette Béland
administratrice

Yves Blackburn
administrateur
(jusqu'à novembre 1998)
Louise Audet
(depuis janvier 1999)

Michel Dupras
administrateur

Sylvain Villeneuve
administrateur

Judith Lortie-Hinse
administrateur nommée Office
des professions

Denise Girard
administrateur nommée Office
des professions

LE PERSONNEL

Gisèle Floc'h Rousseau
Directrice générale &
Secrétaire

Annie Choinière
Admission & Édition
Hélène Page
Administration & Comités
(jusqu'en décembre 1998)
Odette Michaud
Secrétaire-réceptionniste &
Gestion du fichier des
membres

J'ai l'honneur de vous soumettre, en votre qualité de président de l'Office des professions du Québec, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Monsieur le Président,

Montréal
Monsieur Jean K. Samson
Président
Office des professions du Québec

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Madame la Ministre,
Montréal
Madame Linda Goupil
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles
Gouvernement du Québec

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Monsieur le Ministre,

Montréal
Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Gouvernement du Québec

LETTERS DE PRÉSENTATION

Québec

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Gouvernement du Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Madame la Ministre,
Linda Goupil
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Madame la Ministre,

J'ai le plaisir de vous soumettre, en votre qualité de ministre responsable de l'application des lois professionnelles, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, madame la Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Montréal
Monsieur Jean K. Samson
Président
Office des professions du Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous soumettre, en votre qualité de président de l'Office des professions du Québec, le rapport annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec pour l'année financière terminée le 31 mars 1999.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Jacques Chénier, urbaniste
Président

Let tones

Déjà une première année complétée à la présidence de l'ordre. L'année a passé vite. Un peu surpris par la quantité de dossiers actifs à l'ordre, j'en sors un peu essoufflé et avec beaucoup de respect et d'admiration pour Serge Filion qui a porté le flambeau pendant six ans.

Par Jacques Chénier, urbaniste

Le congrès de septembre dernier a connu un vif succès. Les ateliers et conférences ont été fort appréciés et la logistique a été menée de main de maître par un comité dynamique. Celui de cette année (6 juin 1999) que l'Ordre organise conjointement avec l'Institut Canadien des Urbanistes promet d'être également un événement à ne pas manquer alors que l'occasion nous sera fournie d'établir des liens avec des urbanistes canadiens et latino-américains.

Déjà une première année complète à la présidence de l'ordre. L'année a passé vite. Un peu surpris par la quantité de dossiers actifs à l'ordre, j'en sors un peu essoufflé et avec beaucoup de respect et d'admiration pour Serge Filion qui a porté le flambeau pendant six ans.

Tout d'abord un bon merci à Sylvain Villeneuve qui, au terme de son mandat de deux ans à titre d'administrateur, quitte pour se consacrer à ses tâches professionnelles.

L'équipe du bureau représente bien la diversité de nos champs de pratique et assure ainsi une bonne représentation des préoccupations des membres. Cette diversité assure aussi au Bureau un large réseau de contacts qui accroît le rayonnement de l'ordre.

Je suis plus optimiste que jamais sur l'avenir de l'ordre. Il y a beaucoup d'activité présentement sur des dossiers déterminants et nombreux sont les membres qui s'impliquent dans le suivi et la mise en œuvre de projets importants.

Lorsque j'ai accepté la présidence au printemps 1998, j'ai alors fait connaître mon intention de déployer davantage d'efforts dans les services aux membres. Sans défaillir pour autant les responsabilités qui nous incombe comme ordre professionnel, notamment d'assurer la protection du public, il m'apparaissait important de travailler à accroître les services aux urbanistes et tisser des liens plus serrés entre nous. Les actions entreprises depuis vont dans ce sens et mon objectif principal demeure le même.

De nombreux autres dossiers sont présentement en cours et leur conduite repose sur l'implication de membres bénévoles qui acceptent de prendre part aux affaires de l'ordre. La révision du code de déontologie a été complétée et soumise à l'Office des Professions ; un appui a été proposé au MAM pour la révision du cadre législatif ; les occasions seront multipliées de rencontrer et collaborer plus étroitement avec les universités. Ce ne sont que quelques exemples des actions entreprises ou réalisées durant l'année par des membres qui du même coup tissent leur réseau au sein de l'ordre.

Lorsque l'on prend conscience de tout ce qui se déroule à l'ordre, qui reste parfois méconnu, et des projets qui sont en voie de réalisation on peut se permettre d'affirmer être plus optimiste que jamais sur l'avenir de l'Ordre des Urbanistes du Québec.

La question de l'acte réservé demeure entière. J'ai eu l'occasion cette année de rencontrer à deux reprises le président de l'Office des Professions et d'aborder alors ce sujet. J'ai provoqué une réunion du «comité des sages» (anciens présidents de l'ordre) pour entendre leur point de vue et ajouter une touche d'histoire à ce débat qui dure depuis la création de la CPUQ en 1963. J'ai récemment proposé un programme de consultation et une démarche «référendaire» assortie d'une promesse de conduire ce dossier à terme avant la fin de 1999.



RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE & SECRÉTAIRE

Le principal mandat de la directrice générale consiste à gérer efficacement l'organisation en fonction de sa mission de service du public et des objectifs fixés par le Bureau.

Par Gisèle Foch Roussel

Administration

Le principal mandat de la directrice générale consiste à gérer efficacement l'organisation en fonction de sa mission de protection du public et des objectifs fixés par le Bureau.

De plus, elle collabore aux stratégies de développement et à leur mise en œuvre, elle prépare le budget, contrôle sa mise en œuvre et voit à la mise en application d'un système de gestion efficace afin d'assurer une saine utilisation des ressources de l'Ordre. Elle établit et veille à la structure organisationnelle la plus efficace des permanents et elle s'assure que le personnel du siège social concrétise quotidiennement les orientations et les

résolutions du Bureau et du Comité administratif. De plus, elle participe à certaines rencontres de l'Office des professions du Québec, du Conseil interprofessionnel ainsi que d'autres organismes tant gouvernementaux que divers. Elle assume également les activités de communication et de relations publiques de l'Ordre. Elle est également chargée de la coordination des comités et du travail des bénévoles et, à ce titre, elle s'assure de la transmission des documents essentiels à l'analyse des dossiers, à l'encadrement et au soutien logistique des différents comités.

À titre de secrétaire de l'Ordre, elle est également responsable du tableau des membres, du processus d'élection, des convocations et procès-verbaux de l'assemblée générale annuelle, du Bureau et, du comité administratif, des différents comités légaux.

Elle est également rédactrice en chef et responsable de la revue Urbanité.

Réglementation

Cette année, le traitement des dossiers courants n'a pas été de tout repos en raison d'une carence de personnel, congé de maternité et départ, dont nous vous avons parlé par le biais d'Urbanité.

Le principal dossier traité par la directrice générale a donc spécifiquement porté sur la réorganisation administrative de la permanence de l'Ordre. Chaque tâche et chaque processus a donc fait l'objet d'une analyse minutieuse et d'une nouvelle répartition. Le tout a débouché sur une nouvelle structure de trois personnes au lieu de quatre. Celle-ci a fait l'objet d'une présentation détaillée dans Urbanité. L'évaluation de cette nouvelle structure sera faite fin 1999.

Finances

Naturellement, la situation qui a prévalu à la permanence a eu une incidence positive sur les finances de l'Ordre et ce, en dépit de manques à gagner importants au niveau de certaines activités des comités. Malgré le manque de personnel, la permanence a non seulement atteint, mais largement dépassé, l'objectif d'autofinancement de la revue Urbanité. Un numéro a même été autofinancé en entier.

Par contre, on note une stagnation du membership. Nos membres vieillissent et se retirent de la pratique. Dans le même temps, on assiste à une diminution de 50 % des candidats à l'examen ; ce qui entraîne évidemment une diminution de plus de 50 %, depuis deux ans, de nouveaux membres.

Révision des plaintes

À la lumière de ce qui précède, nous étions saisis, pour la première fois depuis l'entrée en vigueur de ce mécanisme en 1994, suite à l'amendement du code des professions, d'une demande en révision d'une décision du syndic. Bien que celle-ci ait été rejetée, la directrice générale, à titre de secrétaire de ce comité, a assisté le comité et veillé à l'application des mécanismes dans les délais prévus par la loi.

Inspection professionnelle

En raison du contexte prévalant à la permanence, l'assistance de la direction générale au comité d'inspection a été plus limitée qu'à l'ordinaire. Cela n'a pas empêché le comité de remplir son mandat avec beaucoup d'efficacité.

Communication et services aux membres

Urbanité

Pour une nouvelle année, malgré la tempête, nous avons tenu nos promesses et publié quatre numéros d'Urbanité avec, à chaque fois, un dossier très étoffé. Les thèmes suivants ont été traités : le transport, le tourisme, la décentralisation et capitales et métropoles.

Nous sommes certains que les dossiers à venir en 1999 ne vous décevront pas.

Le succès que connaît Urbanité est une belle récompense aux efforts qui y sont consacrés. Il est important de noter que le coût de production moyen d'une revue ne dépasse pas 4,25 \$.

Tant l'assistance au syndic que les informations fournies sont en nette croissance et il est évident que nous sommes face à un public de plus en plus informé et de plus en plus conscient de ses droits.

URBANITÉ

Guide des ressources professionnelles en urbanisme

Congrès conjoint Ordre des urbanistes du Québec/Institut canadien des urbanistes 1999

Celui-ci a été reporté à l'automne 1999 en raison des problèmes de personnel et qui sait peut-être le transporterons-nous sur Internet ?

Service d'aide à l'emploi

Tout comme l'an dernier, la majeure partie des activités se passent à l'intérieur par la sélection et l'envoi de curriculum vitae à divers employeurs qui en font la demande.

Les élections

La réponse des membres à mon appel de l'assemblée générale annuelle de l'an dernier a été excellente et nous avons à présent une base solide.

Dans la foulée de la restructuration, nous repensons actuellement le fonctionnement de ce service devenu trop actif en regard de nos ressources.

Relations publiques

Beaucoup d'énergies de la directrice générale ont été mises dans les rencontres, discussions, négociations avec les associations et ordres connexes ainsi qu'un rapprochement avec les universités. Plusieurs partenariats étaient également scellés, Revue Urbanisme, Certu, CCA, Bell Mobilité, pour n'en citer que quelques-uns.

Les congrès

Congrès de l'Ordre à Québec en septembre 1998

La encore, l'implication et l'énergie que la directrice générale et la permanence ont déployées l'ont été dans la joie et la stimulation grâce au comité avec qui nous avons travaillé quotidiennement et qui a su avec énergie et compétence bâtir un excellent programme.

La conjugaison des énergies a fait de l'événement un franc succès.

Le Tableau des membres

Cotisation annuelle

	Pour l'année se terminant le 31 mars 1999
Membres réguliers	370.00
Membres résidant à l'extérieur du Québec	92.50
Membres étudiant à temps plein	92.50
Membres retraités parental	92.50
+ de 70 ans	0.00
Membres émérites	0.00
Contribution à l'Office des professions	15.30

La date de versement de la cotisation était le 1er avril 1998

Répartition de l'effectif par région

Bas Saint-Laurent	11
Saguenay/Lac Saint-Jean	30
Québec	116
Mauricie/Bois-Francs	29
Estrie	21
Montréal	235
Outaouais	25
Abitibi-Témiscamingue	5
Côte-Nord	5
Nord-du-Québec	2
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	0
Chaudière-Appalaches	16
Laval	20
Lanaudière	26
Laurentides	43
Montérégie	102
Autres provinces	12
Autres pays	6
Total des membres au 31 mars 1999	704

* L'effectif au 31 mars 1998 était de 693 membres, n'incluant pas les membres émerites au nombre de seize pour la présente année.

Réinscrits

GÉLINAS, Jean
GILLON, Didier François
LAROUCHE, Pierre
SPAMOUR, Jean-Pierre
TREMBLAY, Gilbert

Conclusion

En cette année difficile qui se termine, je tiens à remercier particulièrement Mme Odette Michaud, notre secrétaire administrative qui a accepté, pendant plus de quatre mois, seule à mes côtés, de tenir le fort et qui l'a fait avec efficacité, ténacité, professionnalisme et bonne humeur.

Merci également à notre Syndic, M. Ploegerarts, au président du comité d'inspection professionnelle, M. Michael Hiller et Mme Danielle Pilette du comité des admissions qui ont accepté une charge administrative plus lourde qu'à l'ordinaire pour nous rendre la tâche plus humaine.

Des remerciements particuliers à l'endroit des auteurs et collaborateurs d'Urbanité, en particulier André Boisvert, sans qui le produit ne serait pas ce qu'il est. L'échange privilégié que j'ai avec vous est une source de stimulation constante.

Merci enfin à tous les présidents et membres de comités, ainsi qu'aux membres du Bureau pour leur confiance renouvelée.



Enfin, la région du Centre, en l'absence de candidature, a fait l'objet d'une nomination par le Bureau, le 1er avril dernier. Il s'agit de M. Denis Dumont. M. Dumont est président du comité des admissions depuis 1996.

Il est actuellement Directeur-adjoint au Service de l'urbanisme de la ville de Longueuil.

De l'Assemblée générale annuelle de 1998 et le comité administratif s'est réuni le 19 mars 1999 le Bureau a tenu l'Assemblée générale annuelle dans le cadre du congrès annuel en Québec.

Les administrateurs ont eu à leur disposition plusieurs dossier.

Finances

- adopté le budget pour l'année 1998-1999
- adopté des états financiers vérifiés pour l'année se terminant le 31 mars 1998
- procédé à la fin de l'année à l'analyse de la performance du personnel de la permanence en regard de l'auto-financement
- adopté une résolution afin de reconstruire la grille des candidatures pour les membres hors-Québec et de demander une contribution aux membres retraités de plus de 70 ans ainsi qu'aux urbanistes émérites
- adopté la grille tarifaire des sessions de formation continue.
- adopté la définition des mandats et échéanciers pour l'année
- adopté la politique de non-rémunération des comités
- résolu de demander au comité de formation continue le dépôt d'un programme annuel dès le début de l'année financière
- résolu de mandater l'agent de l'ordre à faire une présentation à l'Université de Montréal
- résolu de mandater la commission d'organisation de l'Ordre avec moins personnes au lieu de quatre
- résolu de mandater le président pour rencontrer le président de l'AUAMQ afin de trouver une solution en regard de la dénomination sociale de l'Association ainsi que des objets de la Commission. Je tout en consultant avec le code des professions.
- résolu de mandater Claude Beauchemin pour une étude des besoins pour la réalisation d'un MIB ainsi que d'analyser la situation de nos partenaires et concurrents à l'échelle du CA
- résolu de modifier et bonifier les règles de procédures administratives d'analyse des dossiers d'admission

Nominations

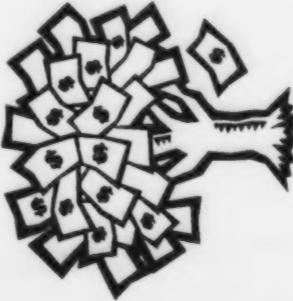
- nommé Mme Huguette Béland à titre de représentante du Bureau sur le comité du congrès conjoint OUQ-ICU 1999
- procédé à la nomination des présidents et membres des comités
- nommé M. Claude Beaulac à titre d'administrateur pour la région de Montréal
- nommé Mme Marie-Claude Martel à titre de nouveau membre du comité de déontologie
- procédé, en complément, à la nomination de M. Pierre Guertin, à titre de membre du comité des admissions
- procédé à la nomination de M. Pierre-Yves Guay à titre de membre du comité de formation continue
- M. Dominique Desmet, président AUAMQ, à titre de membre du comité sur la législation et l'urbanisme
- M. André D'Aragon, membre du comité environnement
- M. Georges Robert, à titre de président du comité de développement international
- M. David Belgue, en remplacement de M. Pierre Blais, membre du comité législatif
- résolu de nommer Mme Louise Audet en remplacement de M. Yves Blackburn, à titre d'administrateur pour la région de l'Est du Québec

Inscription au Tableau

- procédé à la radiation de 8 membres pour non-paiement de cotisation
- accepté la démission de 10 membres

Demande d'équivalence

- Reconnu trois équivalences de diplômes



- procédé à l'élection des membres du CA pour 1998-1999
- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à l'élection des membres du CA pour 1998-1999
- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à la nomination des instances gouvernementales
- résolu de nommer M. Marcel Chiasson, vice-président, pour siéger sur la commission permanente de l'UMRCQ
- adopté des actions de rapprochement entre l'UMCQ, l'UMRCQ et les différentes instances gouvernementales
- résolu de rétablir le mécanisme du comité des admissions avec un quorum de deux personnes. Leur rôle étant d'analyser le contenu des dossiers et de les bonifier

Élections

- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à la nomination des scrutateurs pour le dépouillement du scrutin des élections de 1999
- procédé à la nomination des instances gouvernementales
- résolu de nommer M. Marcel Chiasson, vice-président, pour siéger sur la commission permanente de l'UMRCQ
- adopté des actions de rapprochement entre l'Ordre et ses membres en régions
- résolu de tenir des réunions régionales et statutaires le 4e vendredi de mai et le vendredi de novembre

PARTICIPATION DE L'ORDRE AU PROCESSUS D'ACCREDITATION DES PROGRAMMES

Processus d'accréditation des programmes de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal par l'American Institute of Certified Planners

A l'invitation et l'initiative de Marie-Odile Trépanier, urbaniste et directrice de l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal, l'Ordre a eu le plaisir d'être invité, à la fin du mois de mars 1999, à siéger à titre d'observateur sur le Planning Accreditation Board.

Le Bureau de l'Ordre désignait à titre de représentant et en vertu de ses grandes qualités, monsieur François Lapointe, ancien président de l'Ordre.

Nous vous présentons un sommaire du rapport de monsieur François Lapointe ainsi que les recommandations formulées au Bureau de l'Ordre.

Nous remercions monsieur Lapointe pour sa grande disponibilité et l'excellence de son rapport.

Nous nous réjouissons également de cette nouvelle ouverture et de l'opportunité que madame Marie-Odile Trépanier a su nous offrir. Nous souhaitons ardemment que cette étape marque une nouvelle forme de collaboration avec les universités au profit de l'excellence de la formation et de la pratique de l'urbanisme.

2. Le Planning Accreditation Board :

- Un partenariat entre l'American Institute of Certified Planners, l'American Planning Association et l'Association of Collegiate Schools of Planning
- Un processus d'accréditation très rigoureux, fondé sur les buts et objectifs particuliers aux programmes d'enseignement, et s'appuyant sur onze critères d'évaluation
- Il existe deux niveaux d'accréditation: le baccalauréat en urbanisme et la maîtrise en urbanisme
- La prémissse fondamentale pour la démarche d'accréditation: un souci d'excellence pour les programmes d'enseignement en urbanisme.

3. Le processus d'accréditation du PAB et le processus d'évaluation des programmes universitaires en urbanisme de l'OUQ offrent davantage de similitudes que de différences, si l'on fait abstraction des particularités institutionnelles et des détails:

- Ils se recoupent très largement au niveau des objectifs poursuivis, du cycle d'évaluation, du processus d'évaluation et des exigences en matière d'information
- Les différences concernent les critères d'évaluation et des nuances au niveau du protocole de visite.

4. Les programmes d'urbanisme de l'Institut d'urbanisme:

Programme créé	MA	BA
Total gradués	1961	1979
Gradués 96-97	633	615
Étudiants 97-98	12	26
Étudiants 93-94	65	87
Cours	66	150
Corps enseignant	44	36
	17	

Sommaire du rapport

1. Les trois bénéfices pour l'OUQ à une participation au processus de ré-accreditation du PAB:
- L'apprentissage d'un processus d'accréditation
- L'occasion de se familiariser avec l'Institut, son personnel et ses programmes
- La possibilité d'obtenir de l'information à propos des programmes d'urbanisme de l'Institut.

5. Les critères d'évaluation du PAB sont les suivants: buts et objectifs, relations avec l'institution; autonomie académique et gouvernance; programme d'enseignement; corps enseignant;

corps enseignant,

enseignement, encadrement

académique et support aux étudiants; recherche et autres activités reliées au savoir;

services communautaires et

professionnels; étudiants; ressources, et administration et pratiques équitables.

6. Le programme de visite s'apparente à une évaluation de rendement de type «360 degrés» dans la mesure où il implique des rencontres avec tous les intervenants associés aux programmes d'urbanisme: d'ection universitaire, corps enseignant, étudiants, gradués, employeurs, et représentants du milieu professionnel. Une tournée des installations d'enseignement fait aussi partie du programme de visite.
7. Les principaux constats et enjeux identifiés par le comité du PAB:

- Le déclin significatif du nombre d'étudiants dans le programme de baccalauréat en urbanisme de l'Institut
- L'évolution de l'emploi en urbanisme et plus particulièrement la dualité: marché traditionnel et marché non-traditionnel
- Certaines lacunes dans la promotion de l'urbanisme aux clientèles cibles aux fins de recrutement d'étudiants en urbanisme
- Plusieurs réflexions stratégiques en cours afin de trouver des solutions aux problèmes de recrutement d'étudiants à l'Institut d'urbanisme
- Le rayonnement des activités académiques et de recherche sur le plan international de l'Institut: un atout important pour l'avenir des programmes d'urbanisme

4. Les programmes d'urbanisme de l'Institut d'urbanisme:

- Que l'OUQ, dans le cadre de la reconnaissance du ou des programmes modifiés de l'Institut d'urbanisme, adopte une approche reflétant ses préoccupations particulières, autorisant plus spécialement l'utilisation des éléments pertinents du PAB le cas échéant
- Que l'OUQ mette sur pied un comité de travail sur l'emploi en urbanisme avec comme mandat de bien comprendre l'évolution de l'emploi en urbanisme, en particulier la distinction entre les emplois professionnels et non-professionnels dans le marché dit non-traditionnel
- Que les résultats de l'étude sur l'emploi en urbanisme soient utilisés dans le contexte du développement d'une stratégie de communication et de promotion de l'urbanisme destinées à des clientèles-cibles, incluant celles concernées par les activités de recrutement d'étudiants en urbanisme
- Que l'OUQ encourage auprès de ses membres l'importance d'une collaboration étroite avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme en ce qui a trait à l'identification et l'utilisation de sujets d'ateliers pratiques et aussi de stagiaires en milieu de travail
- Que l'OUQ, dans le cadre de son dialogue avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme, explore la possibilité d'un partenariat en matière de formation continue
- Que l'OUQ et ses membres s'associent au corps enseignant de l'Institut et des autres programmes universitaires en urbanisme dans le cadre de leurs activités de rayonnement ainsi que de recherche, le cas échéant
- Que l'OUQ, dans le cadre de son dialogue avec l'Institut et les autres programmes universitaires en urbanisme, communique l'importance d'avoir une masse critique d'enseignants à titre de membres, pour des raisons à la fois symbolique et à des fins de crédibilité dans la formation de futurs professionnels.

Les suggestions formulées au Bureau de l'OUQ découlant de l'observation du Processus de ré-accreditation du PAB:

- Que l'OUQ et l'Institut d'urbanisme conviennent d'une démarche conjointe dans le cadre du remaniement des programmes d'urbanisme, initialement sous le leadership et dans le respect de l'autonomie de l'Institut en matière d'élaboration de programmes d'enseignement, et par la suite, sous le leadership de l'Ordre en ce qui a trait à la reconnaissance du ou des programmes modifiés, en conformité avec les exigences du Code des professions
- Les programmes d'urbanisme de l'Institut se classent près du sommet de la hiérarchie des programmes d'urbanisme en Amérique du Nord

CONTRÔLE DE LA PRATIQUE



La sélection aux fins d'inspection

Plusieurs membres se sont demandés comment ils ont pu être sélectionnés pour faire partie d'une programmation d'inspection professionnelle. Les quelques lignes qui suivent tenteront de vous en donner l'explication.

dossier pour fins d'inspection professionnelle, vous ne devez pas hésiter à transmettre les documents que vous jugerez les plus représentatifs du type de travail que vous effectuez. Si ces derniers ne conviennent pas ou si le comité juge qu'un autre document serait plus pertinent, il vous en avisera.

Les années passées, la sélection des membres invités à prendre part aux procédures d'inspection a été basée sur le critère du nombre d'années de pratique. Pour la programmation 1998-1999, le comité a préféré une nouvelle approche basée sur les milieux de travail. Ainsi, cinq (5) grandes catégories de milieux de travail furent retenues, à savoir :

- employé(e)s
- employé(e)s municipaux (MRC et municipalités locales);
- employé(e)s des secteurs industriels & commerciaux;
- employé(e)s d'organismes publics ou d'institutions publiques ;
- employé(e)s œuvrant dans le milieu des services-conseils;

Programmation 1998-1999

Les grandes lignes

Le comité d'inspection professionnelle a entrepris une nouvelle programmation à l'automne 1998.

Trois (3) rencontres du comité ont eu lieu jusqu'à maintenant. Une première rencontre plénière, tenue le 8 octobre 1998, a permis aux membres du comité d'établir les orientations de la nouvelle programmation, notamment

d'établir les critères permettant de faire la sélection des membres qui seraient invités à soumettre leurs dossiers pour fins d'inspection.

Dans les jours qui ont suivi cette rencontre, trente-cinq (35) membres de l'Ordre furent contactés et invités à produire les pièces nécessaires à cette inspection.

Deux (2) rencontres, en comité restreint, les 26 novembre 1998 à Montréal et 23 février 1999 à Cap-de-la-Madeleine, ont permis de compléter l'étude de seize (16) dossiers. D'autres dossiers, jugés complets, seront évalués dans les prochaines semaines alors que certains membres ont dû être contactés afin que les pièces manquantes à leur dossier puissent être fournies.

Enfin, en guise de conclusion, un commentaire sur le projet du Code de déontologie publié à la Gazette officielle du Québec en décembre dernier. Indiscutablement, sa mise à jour s'imposait. Toutefois, nonobstant ses qualités, il est à prévoir que le projet tel que proposé, notamment la section III, va poser des problèmes d'interprétation sur lesquels le bureau du syndic et éventuellement le comité de discipline auront à se pencher et qui risquent de s'avérer coûteux pour l'Ordre.

La répétition de plaintes, qui s'étaient déjà présentées dans le passé, ont conduit le syndic à recommander au Bureau la suppression du titre «urbaniste-stagiaire» et son remplacement par celui de «stagiaire en urbanisme».

Outre le fait que le titre d'«urbaniste-stagiaire» dérogeait à l'article 36h du

Code des professions, il prêtait

à confusion auprès du public en particulier lorsque ceux qui étaient titulaires occupaient des postes de cadres dans l'administration des

municipalités et des MRC. Le

Bureau a accepté la

proposition et a demandé au

Comité des admissions de

Le comité d'inspection

Plusieurs membres se sont demandés comment ils ont pu être sélectionnés pour faire partie d'une programmation d'inspection professionnelle. Les quelques lignes qui suivent tenteront de vous en donner l'explication.

Les années passées, la sélection des membres invités à prendre part aux procédures d'inspection a été basée sur le critère du nombre d'années de pratique. Pour la programmation 1998-1999, le comité a préféré une nouvelle approche basée sur les milieux de travail. Ainsi, cinq (5) grandes catégories de milieux de travail furent retenues, à savoir :

- employé(e)s
- employé(e)s municipaux (MRC et municipalités locales);
- employé(e)s des secteurs industriels & commerciaux;
- employé(e)s d'organismes publics ou d'institutions publiques ;
- employé(e)s œuvrant dans le milieu des services-conseils;

Un constat et certaines recommandations

Le programme d'inspection professionnelle ne sert pas seulement à évaluer le travail et le niveau de compétence des membres de notre Ordre. Il a aussi pour mandat de faire un constat de la pratique en général et de faire des recommandations sur la façon dont doit s'exprimer cette pratique professionnelle.

Or, les trois derniers programmes d'inspection professionnelle ont permis de constater un certain manque de rigueur de la part de nos membres dans l'identification de leur statut d'«urbaniste». L'Ordre des urbanistes du Québec est un ordre professionnel à titre réservé et il est, de l'avis des membres du comité d'inspection professionnelle, primordial de faire usage, dans un premier temps, et usage correct, dans un deuxième temps, de ce titre.

Le contenu du dossier d'inspection

Il est également important de faire un bref survol des documents qui font partie du dossier d'inspection professionnel. Pour qu'un dossier puisse être jugé complet, il doit comporter les pièces suivantes :

- un questionnaire qui vous aura été transmis avec votre avis d'inspection et que vous aurez complété,
- une copie à jour de votre curriculum vitae, et
- un document rédigé (en totalité ou en partie) par vous, produit sous votre supervision ou votre gérance, ou dont vous avez évalué et commenté le contenu.

Dans le cas de ce dernier document, certains membres ont tendance à informer le comité qu'ils n'ont pas produit de document «d'urbanisme» dans les deux dernières années de leur pratique. Lorsque vous êtes invités à soumettre votre

COMITÉ D'INSPECTION PROFESSIONNELLE

Président

Michael Hiller, urbaniste

Membres

Alain Bilodeau, urbaniste
Cécile Demers, urbaniste
Yves Landry, urbaniste
Gilles Paré, urbaniste

modifier le règlement en conséquence. Cette mesure devrait mettre fin à l'ambiguité créée par l'utilisation du titre d'urbaniste avant l'émission du permis et l'inscription au tableau de l'Ordre.

conformément aux dispositions de la Loi. Par ailleurs, le projet de Loi no 454 modifiant le Code des professions, qui prévoit notamment l'introduction d'un permis restrictif, pourrait encore apporter des modifications à la situation présente.

Parmi les dossiers en cours, l'émission récente de lettres patentes à l'Association des urbanistes et aménagistes municipaux (AUAMQ) en contreavention du Code des professions et de la partie III de la Loi sur les compagnies pose problème sur la protection du titre qui a été porté à l'attention du Bureau. Avant d'entreprendre les démarches qui s'imposent et considérant que l'AUAMQ comprend un grand nombre de conseurs et de conférences, le Bureau a mandaté le Président d'explorer avec l'association des solutions d'ici le mois de septembre prochain.

Enfin, en guise de conclusion, un commentaire sur le projet du Code de déontologie publié à la Gazette officielle du Québec en décembre dernier. Indiscutablement, sa mise à jour s'imposait. Toutefois, nonobstant ses qualités, il est à prévoir que le projet tel que proposé, notamment la section III, va poser des problèmes d'interprétation sur lesquels le bureau du syndic et éventuellement le comité de discipline auront à se pencher et qui risquent de s'avérer coûteux pour l'Ordre.

La répétition de plaintes, qui s'étaient déjà présentées dans le passé, ont conduit le syndic à recommander au Bureau la suppression du titre «urbaniste-stagiaire» et son remplacement par celui de «stagiaire en urbanisme».

Outre le fait que le titre d'«urbaniste-stagiaire» dérogeait à l'article 36h du Code des professions, il prêtait à confusion auprès du public en particulier lorsque ceux qui étaient titulaires occupaient des postes de cadres dans l'administration des

municipalités et des MRC. Le Bureau a accepté la proposition et a demandé au Comité des admissions de

RAPPORT DU SYNDIC

par Léon Ploegaerts, urbaniste

Au cours de l'année 1998, plusieurs plaintes furent adressées au bureau du syndic mais aucune ne fut portée à l'attention du comité de discipline. La plupart d'entre elles purent être résolues à la satisfaction des plaignants, une fut présentée au Comité de révision qui la rejeta, et quelques-unes sont encore en cours. On constate également une baisse significative des conflits entre membres. Enfin, comme chaque année, le syndic eut à répondre à un grand nombre de demandes de renseignements et plusieurs plaintes ne purent être instruites, les personnes contre lesquelles les plaintes étaient portées n'étant pas inscrites au tableau de l'Ordre. On peut se réjouir de la bonne réputation que notre Ordre continue d'avoir auprès du public. De manière générale, on note parmi les questions possées par celui-ci une prise de conscience croissante des effets de l'aménagement sur la qualité de vie tant en milieu urbain, suburbain que rural.

Enfin, en guise de conclusion, un commentaire sur le projet du Code de déontologie publié à la Gazette officielle du Québec en décembre dernier. Indiscutablement, sa mise à jour s'imposait. Toutefois, nonobstant ses qualités, il est à prévoir que le projet tel que proposé, notamment la section III, va poser des problèmes d'interprétation sur lesquels le bureau du syndic et éventuellement le comité de discipline auront à se pencher et qui risquent de s'avérer coûteux pour l'Ordre.

La répétition de plaintes, qui s'étaient déjà présentées dans le passé, ont conduit le syndic à recommander au Bureau la suppression du titre «urbaniste-stagiaire» et son remplacement par celui de «stagiaire en urbanisme».

Outre le fait que le titre d'«urbaniste-stagiaire» dérogeait à l'article 36h du Code des professions, il prêtait à confusion auprès du public en particulier lorsque ceux qui étaient titulaires occupaient des postes de cadres dans l'administration des

municipalités et des MRC. Le Bureau a accepté la proposition et a demandé au Comité des admissions de

dossier pour fins d'inspection professionnelle, vous ne devez pas hésiter à transmettre les documents que vous jugerez les plus représentatifs du type de travail que vous effectuez. Si ces derniers ne conviennent pas ou si le comité juge qu'un autre document serait plus pertinent, il vous en avisera.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

Les documents que vous transmettez constitueront votre dossier d'inspection et ces pièces seront conservées en archives au Bureau de l'Ordre. Il vous est, toutefois, possible de demander le retour d'un document principal. Lorsque votre dossier aura été évalué et jugé satisfaisant, ce document pourra vous être retourné. Il suffit d'en aviser le comité au moment de sa transmission.

C'est un dossier à suivre !

ÉDITION DES PLAINTES

Président

Robert Huard, urbaniste

Membres

Claude Doyon, urbaniste
Gérard Lemerlin, urbaniste
François Marchand, avocat,
urbaniste

Judith Lortie-Hingé,
administrateur nommé de
l'Office des professions
Gièle Floc'h Rousselle,
secrétaire du Comité

Au cours de cette année, le
Comité de révision des
plaintes de l'Ordre des
urbanistes du Québec s'est
penché sur un dossier suite à
une plainte.

Le Comité a statué après
analyse du dossier dans les
délais requis.

COMITÉ DE DISCIPLINE

Membres

Me Alain Riendeau
Ernest Buteau, urbaniste
André Christin, urbaniste
Serge Côté, urbaniste

Secrétaire du Comité

Gièle Floc'h Rousselle

Nous vous informons que le
comité de discipline a été
inactif durant l'exercice qui se
termine, et qu'à notre
connaissance, aucun apport
d'activités ne sera produit.

Cette absence d'activités
s'explique par le fait
qu'aucune demande ne nous
ait été acheminée.

CONCILIATION ET ARRIÈRAGE DES COMPTES

Président

Yves Langévin, urbaniste

Membre

Robert Cooke, urbaniste

Nous vous informons que le
comité d'arbitrage des
comptes a été inactif durant
l'exercice qui se termine, et
qu'à notre connaissance, aucun
rapport d'activités ne sera
produit.

Cette absence d'activités
s'explique par le fait
qu'aucune demande ne nous
ait été acheminée.

Nous vous exprimons encore
une fois notre souhait annuel,
c'est-à-dire d'accepter de
parrainer un stagiaire de façon
à lui permettre de faire le pont
entre son vécu académique et
la pratique de la profession.
L'effort que vous y mettez
l'aidera sans doute à mieux
performer lors de l'examen
d'admission.

ÉQUIVALENCE DE DIPLOMES ET DE FORMATION

Membres :

Danielle Plante, urbaniste
Isakandar Gabour, urbaniste

Christian Clément, urbaniste

René Girard, urbaniste
Pierre Guérin, urbaniste
Danielle Plante, urbaniste

Le comité des admissions a
proposé au Bureau de l'Ordre
un projet de règlement
modifiant le règlement sur les
conditions et modalités de
délivrance du permis. Dans
son exercice, le comité a
également considéré les
commentaires judiciaires de M.
Léon Ploegaerts, président du
Syndic. De plus, un seul
élément a volontairement été
exclu de la révision par les
membres du comité, soit celui
traitant de l'ouverture à
d'autres clientèles. Le comité
a recommandé au Bureau de
mettre en suspens cet aspect
parce qu'il considérait qu'au
préalable le débat devrait être
fait auprès de l'ensemble des
membres de l'Ordre. Le
règlement est actuellement
contenu du projet de
règlement et actuellement
entre les mains de notre
avocat-conseil.

D'abord, il peut y avoir
équivalence de diplômes entre
un diplôme reconnu et un autre
diplôme, obtenu par exemple
dans une autre institution ou
hors du Québec. Ensuite, hors
l'équivalence de diplômes, il
peut y avoir équivalence de
formation. Mais, encore là, et
surtout dans ce cas, il
appartient au candidat de
soumettre un dossier très clair,
précis et exhaustif des cours
suivis en formation régulière et
en perfectionnement, des
stages réalisés, des matières
de travaux exécutés dans le
cadre de l'expérience acquise,
etc... La formation acquise par
des cours ou de l'expérience
doit fournir des connaissances
équivalentes à celles acquises
par une diplomation reconnue.
Il appartient donc au candidat
de démontrer son rapport aux
théories de la ville et de
l'urbanisme, aux méthodes de
planification et aux
problématiques

d'aménagement, à
l'élaboration de schémas
d'aménagement, de plans
d'urbanisme et de stratégie
d'intervention.

Il arrive que le comité
achemine des
recommandations négatives au
Bureau en l'absence d'un
dossier suffisamment étayé en
soutien à la demande. Les
candidats qui satisfont aux
conditions sont admissibles au
stage et à l'examen. En
pratique, ils représentent un
très faible nombre d'admis et
l'équivalence de diplômes et
de formation demeure une
voie exceptionnelle
d'accès à la profession
d'urbaniste.

Plusieurs remaniements
administratifs se sont produits
au sein du personnel permanent,
lesquels conduisent également à certains
ajustements au sein du comité
des admissions et particulièrement
en regard de la gestion
des dossiers de stagiaires et
de l'évaluation périodique.

Nous vous exprimons encore
une fois notre souhait annuel,
c'est-à-dire d'accepter de
parrainer un stagiaire de façon
à lui permettre de faire le pont
entre son vécu académique et
la pratique de la profession.
L'effort que vous y mettez
l'aidera sans doute à mieux
performer lors de l'examen
d'admission.

C'est donc un dossier à suivre.
Le code de déontologie révisé
n'entrera en vigueur qu'après
son approbation par le
gouvernement et une nouvelle
publication à la Gazette
officielle du Québec.

C'est donc un dossier à suivre.
Le code de déontologie révisé
n'entrera en vigueur qu'après
son approbation par le
gouvernement et une nouvelle
publication à la Gazette
officielle du Québec.

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

micromedia
a division of IHS Canada

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca



COMITÉ DU CHAMP DE PRATIQUE

Responsable :

Danielle Pilette, urbaniste

Membres :

André Christian, urbaniste
René Girard, urbaniste
Claude Langlois, urbaniste
Luc Titley, urbaniste

Le comité a tenu plusieurs réunions à partir de mars 1998.

Les points discutés se rapportaient d'abord au contexte de la réforme du système professionnel et à l'importance accordée aux enjeux sectoriels. Le champ de pratique défini doit à la fois assurer notre insertion et à la fois nous spécifier dans le secteur professionnel de l'aménagement auquel appartiennent aussi les Ordres suivants : ingénieurs, technologues, architectes, ingénieurs forestiers, arpenteurs-géomètres, agronomes et évaluateurs agréés. Cet exercice exige réflexion et discussion puisque dans l'exercice de leurs fonctions, plusieurs urbanistes sont appelés à s'insérer et à se spécifier dans des groupes plus multidisciplinaires que multiprofessionnels. Ils sont en effet, souvent en relation avec des groupes associatifs n'appartenant pas au système professionnel québécois : aménagistes, géographes, biologistes, environnementalistes, architectes du paysage et autres.

Le contenu défini peut avoir beaucoup d'importance et doit être représentatif de notre profession puisqu'il servira à déterminer quand un urbaniste est dans l'exercice de sa profession et quand il ne l'est pas. De même, il servira à déterminer pour quels types d'exercice l'appartenance à l'Ordre des urbanistes devrait-elle être la règle pour le professionnel compétent.

Le Bureau nous a demandé d'effectuer aussi une étude des actes exclusifs à l'urbaniste. Les membres du comité confronteront leurs versions personnelles à ce sujet dans une prochaine étape.

LE COMITÉ D'URBANISME

LE CHAMP D'URBANISME

Le comité a pour mandat d'élargir le champ d'urbanisme au-delà du seul territoire d'un canton ou d'une agglomération, ou d'un pays.

Il a pour objectif de faire émerger une vision conceptuel qui privilégie la vision à long terme. Il intervient dans le champ d'urbanisme à l'échelle régionale, nationale ou mondiale.

Il identifie les enjeux liés à son domaine d'intervention et évalue les scénarios de solution, tant physiques que politiques. Il contribue à l'illustration des solutions et participe à l'information et à la formation des conseils aux décideurs et aux citoyens de mise en œuvre (plans, politiques, stratégies, etc.). Il évalue et la concrétisation des solutions retenues. Il intervient enfin sur les questions relatives à son domaine d'intervention ou public.

Le comité a aussi pris connaissance du modèle de champ descriptif proposé par l'Office des professions et il a établi des balises pour la redéfinition du champ des urbanistes. À cet égard, deux options ont été discutées, soit celle plus pragmatique, arrimée à des compétences et à des tâches et celle plus idéalistre, arrimée aux connaissances multidisciplinaires et au cadre conceptuel.

Après discussions, la deuxième option a prévalu quoique dans une version métissée, c'est-à-dire teintée de la première. Le lecteur trouvera ci-après la définition du champ adoptée par le Bureau le 6 juin 1997 selon le modèle prévalant alors dans le système professionnel. Le nouveau contenu présenté dans le nouveau modèle est ensuite soumis.

Le contenu défini peut avoir beaucoup d'importance et doit être représentatif de notre profession puisqu'il servira à déterminer quand un urbaniste est dans l'exercice de sa profession et quand il ne l'est pas. De même, il servira à déterminer pour quels types d'exercice l'appartenance à l'Ordre des urbanistes devrait-elle être la règle pour le professionnel compétent.

Le Bureau nous a demandé d'effectuer aussi une étude des actes exclusifs à l'urbaniste. Les membres du comité confronteront leurs versions personnelles à ce sujet dans une prochaine étape.

Le comité d'urbanisme toute activité qui a pour objet l'aménagement et l'utilisation du territoire de façon à assurer une qualité de vie et de sécurité humaines, la mise en valeur des ressources naturelles et l'atténuation des risques ou prévention des catastrophes, l'amélioration des conditions d'habitation et d'exploitation des unités territoriales; l'aménagement et l'équipement des unités territoriales, l'aménagement et l'équipement des collectivités;

Le comité d'urbanisme tout acte ou tout moyen de mise en œuvre sur diverses unités territoriales: terrains, parcelles, canton, village, ville, agglomération, territoire et point;

bonne

Désignation	L'urbaniste est un professionnel de l'aménagement du territoire qui œuvre dans le domaine de la planification, de la conception et de la gestion de l'occupation du sol à l'échelle d'un site, d'une agglomération, ou d'un pays
Domaine	
Objectifs	Ses interventions ont pour objectifs :

- la mise en valeur optimale des ressources du milieu;
- l'exploitation rationnelle du potentiel économique des collectivités;
- l'amélioration de la qualité du cadre de vie;
- et le bien-être de la population.

Mode de pratique	L'urbaniste s'appuie sur une formation et un cadre conceptuel qui privilège l'intégration d'apports multidisciplinaires et la vision à long terme. Il intervient dans son domaine en appui aux corps publics ou comme conseil auprès d'acteurs privés.
-------------------------	--

Volets de la profession	Dans le cadre de sa pratique, l'urbaniste identifie les enjeux liés à son domaine d'intervention à partir de l'analyse documentée des conditions existantes et des besoins de la population. Il développe des scénarios de solution, tant physiques que stratégiques, supportés par une évaluation systématique des conséquences pratiques de leur mise en œuvre, à court comme à long terme. Il conçoit les divers outils de communication nécessaires à l'illustration des solutions proposées (plans, rapports, présentations) et participe à l'information et à la consultation des parties concernées. Il fournit ses conseils aux décideurs et élaboré les divers instruments de mise en œuvre (plans, politiques, réglementation) nécessaires à assurer la concrétisation des solutions retenues. Il en assure également l'interprétation ou la gestion, le cas échéant. Il participe également à la formation du public sur les questions relatives à son domaine d'intervention.
--------------------------------	---

Lieux de pratique	Il exerce sa profession seul ou en association avec d'autres professionnels dans le cadre d'institutions gouvernementales, d'entreprises publiques ou privées, ou encore en cabinet-conseil.
Méthodes	Dans le cadre de sa pratique, l'urbaniste utilise des outils d'analyse et des modèles d'interprétation et de prévision des dynamiques sociales et économiques et des valeurs sociétales. Il s'appuie sur une approche multidisciplinaire et sur une perspective physico-spatiale autant que socio-économique des enjeux. Ses moyens d'action s'inscrivent dans le cadre législatif en vigueur et font appel à divers mécanismes d'intervention sur l'occupation du sol.
Conditions	Autonome professionnellement, il intervient dans le cadre de mandats dévolant d'une description de tâche d'employé ou d'un contrat de vacation confiés par des donneurs d'ouvrage privés ou publics.
Clientèle	

Champ d'exercice	Tout membre (de l'Ordre) peut exercer les activités professionnelles suivantes, outre celles qui lui sont autrement permises par la loi :
	fournir au public des services professionnels comportant l'application des principes et des méthodes d'aménagement et d'utilisation du territoire urbain ou à urbaniser. Code des professions, art. 37h)
Marque distinctive	Constitue l'exercice de la profession d'urbaniste toute activité qui a pour objet l'organisation, l'aménagement et la gestion du territoire de façon à assurer une répartition adéquate et esthétique des activités humaines, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et construites, l'atténuation des risques ou dangers à l'établissement humain, et la mise en place d'équipements et d'infrastructures.
Activités essentielles à réservier dans le système professionnel	L'activité professionnelle de l'urbaniste porte sur diverses unités territoriales propriétaires, voisinage, quartier ou arrondissement, paroisse, canton, village, ville, comté, région, état. Elle porte sur l'étude et la formalisation de la localisation des activités humaines.

COMITÉ DU CHAMP DE PRATIQUE

Responsable :

Danielle Pilote, urbaniste

Membres :

André Christin, urbaniste
René Girard, urbaniste
Claude Langlois, urbaniste
Luc Tittley, urbaniste

Le comité a aussi pris connaissance du modèle de champ descriptif proposé par l'Office des professions et il a établi des balises pour la redéfinition du champ des urbanistes. À cet égard, deux options ont été discutées. soit celle plus pragmatique,

arrimée à des compétences et à des tâches et celle plus idéaliste, arrimée aux connaissances multidisciplinaires et au cadre conceptuel. Après discussions, la deuxième option a été évaluée quelque dans une version mettissée, c'est-à-dire l'unité de la première. Le lecteur trouvera ci-après la définition du champ adoptée par le Bureau le 6 juin 1997 selon le modèle prévalant alors dans le système professionnel. Le nouveau contenu présenté dans le nouveau modèle est ensuite soumis

Le contenu défini peut avoir beaucoup d'importance et doit être représentatif de notre profession puisqu'il servira à déterminer quand un urbaniste est dans l'exercice de sa profession et quand il ne l'est pas. De même, il servira à déterminer pour quelles types d'exercice l'appartenance à l'Ordre des urbanistes devrait-elle être la règle pour le professionnel compétent

Le Bureau nous a demandé d'effectuer aussi une étude des actes exclusifs à l'urbaniste. Les membres du comité confronteront leurs versions personnelles à ce sujet dans une prochaine étape.



Activités essentielles à réservier dans le système professionnel

Symbole des études et composition des schémas et des plans; programme et mesures d'application et de mise au point; information et consultation publique.



COMITÉ DE

Actif depuis le printemps 1997, le comité de formation continue poursuit son mandat de conseiller, éclairer et orienter le Bureau sur les besoins de formation des membres à la lumière des besoins du marché et en complément à la formation

Pratidin

Presidente

1

Membres
Denis Chabot, urbaniste
Jacques Chénier, urbaniste et
président de l'Ordre
Dany Tremblay, urbaniste
Pierre-Yves Guay, urbaniste

Actif depuis le printemps 1997, le comité de formation continue poursuit son mandat de « conseiller, éclairer et orienter le Bureau sur les besoins de formation des membres à la lumière des besoins du marché et en complément à la formation universitaire ». Composé de représentants des divers milieux associés à la pratique, ce comité compte comme membre Jacques Chénier (représentant du Bureau de l'OUQ), Denis Chabot (Ville LaSalle), Darry Tremblay (Ville de Verdun) et Pierre-Yves

La deuxième session prévue à Longueuil portera sur «Formes et espaces urbains» les 8 et 9 avril 1999. Cet atelier est aussi offert à Québec, les 29 et 30 avril 1999. Cet atelier qui sera proposé dans les régions au cours des prochaines années porte sur la diffusion d'outils d'analyse permettant aux urbanistes d'approfondir leurs

Au cours de cette deuxième année le comité a élaboré un programme triennal dans lequel il propose plusieurs formules de formation continue. Parmi les objectifs retenus pas le comité, mentionnons la nécessité de proposer des sessions s'adressant tant aux praticiens du domaine privé que du domaine public, le traitement de sujets urbains et péri-urbains et l'accessibilité de ces sessions à d'autres professionnels afin de favoriser les échanges, élargir les horizons de la pratique et maintenir les coûts des formations à des tarifs raisonnables. Alors qu'il y a eu relâche de formation à l'automne 1998 puisque le comité préparait son programme triennal, le printemps 1999 propose plusieurs thèmes de sessions de formation

La première session de formation sous le thème d'implantation, l'aménagement des mesures d'urgences prévue le 5 mars à St-Jean-sur-Richelieu a dû être annulée, faute d'inscription

**INSTITUT CHIENDEN
DES URBANISTES (ICU)**

Par Huguette Béland,
urbaniste
Représentante de l'Office
du Conseil National

D'abord, il importe de souligner le travail accompagné par Madame Chantal Laliberté à titre de représentante de l'OUQ au sein du Conseil National. Son mandat se terminant en juin 1998, Madame Laliberté a pour néanmoins son implication dans le sein de l'ICU en étant membre du jury pour les prix d'excellence 1999.

Les échanges entre l'OUQ et l'ICU auront été particulièrement nombreux cette année en raison notamment de la tenue du Congrès conjoint ICU et OUQ qui se tient cette année à à Montréal.

Canadien des Urbanistes
La direction générale de l'ICU

madame Lise Newton depuis août 1998 et une réorganisation majeure au sein du Bureau National aura conduit Madame Christine Helm à occuper de nouvelles fonctions. Monsieur Don Roy s'est joint également à l'équipe en place.

Winnipeg Le congrès s'est déroulé du mai au 3 juin. Ce fut l'occasion d'honorer Monsieur S. George Rich à titre de récipiendaire du prix d'excellence en urbanisme 1998. Monsieur Rich s'est fait remarquer par son importante contribution lors de l'élaboration du plan directeur du Comité d'urbanisme.

Le Conseil National Le Conseil National s'est réuni de juin 1998 à Mars 1999 à quatre reprises (4) et aura statué sur les dossiers

STATE OF
CANADA
INSTITUTE

Elaboration et adoption d'un nouveau plan de communication qui valorise la visibilité de l'ICU et de la pratique professionnelle. Cette orientation s'est traduite concrètement par l'élaboration d'une série de projets spéciaux tels que la tenue d'une journée nationale de la planification, l'établissement de prix de journalisme, l'obtention

CAPS-ACEAU 1999 du 9 au 13 février ayant pour thème « La ville internationale une nouvelle réalité en urbanisme » aura permis aux étudiants canadiens d'échanger et de découvrir les ressources de nos universités québécoises par la tenue notamment d'ateliers dans chacune de celles-ci. Il importe de souligner l'excellent travail de



**Congrès Conférence Congrès
Montréal 1999**

La ville et sa région
The City and its Region
La Ciudad y su Región

**LE CONGRÈS CONJOINT
INSTITUT CANADIEN
DES URBANISTES/
ORDRE DES
URBANISTES DU QUÉBEC
DE 1999**

Président :

Sylvain Ducas, urbaniste, MICU
Daniel L'Ecuyer, urbaniste,
MICU

Traçier :

Jacques Trudel, urbaniste,
architecte, MICU

Programme :

Julia Davies, urbaniste, MICU
Jacques Perreault, urbaniste,
architecte, MICU

Ateliers mobiles :

Naomi Ben David, urbaniste,
MICU

Communications :

François Goulet, urbaniste
Marc Barcelo, urbaniste
MICU

Activités sociales :

Alicia Buwik, urbaniste senior,
MICU, OPPI, RAIC

**Relations avec l'Amérique
latine :**

Ginette Cloutier
Huguette Béland, urbaniste,
MICU

Activités culturelles :

Le congrès annuel de 1999 de
l'Institut canadien des
urbanistes (ICU) se tiendra
conjointement avec celui de
l'Ordre des urbanistes du
Québec (OUQ) à Montréal, du
6 au 9 juin 1999.

Le thème du congrès : « La ville
et sa région ». Au programme,
l'urbanisme dans le contexte
de la nouvelle dynamique
entre les villes, les régions et
les autres pôles de

gouvernement. Au seuil du
XXI^e siècle, l'intensification
des activités urbaines, la
mondialisation du commerce
et de l'économie, nouveaux
partenariats entre secteurs
public et privés, et que la
restructuration des principales
administrations et les agences
représentatives de taille
pour les agences urbaines et
urbani

Pour la première fois, les
congrès de l'ICU et de l'OUQ
recevront des participants
d'Amérique latine. En effet, ce
congrès mettra aussi l'accent
sur l'échange nord-sud
permettant aux urbanistes
latino-américains, canadiens et
québécois d'échanger des
points de vue et des
expériences.

Le comité organisateur travaille
à faire de ce congrès un
événement marquant et des
plus intéressants. L'entente
entre l'ICU et l'OUQ sur
l'organisation et la répartition
des responsabilités a été
signée en décembre 1996. Le
budget révisé du congrès
s'établit à environ 280 000 \$.

**Les travaux du comité du
congrès au cours de la
dernière année**

Cette dernière année de
préparation du congrès a été
effervescente.

L'appel de communications a
été lancé auprès de tous les
membres de l'OUQ et de l'ICU,
ainsi qu'à près de 500 organi-
sations et professionnels
d'Amérique latine. Près de
150 propositions ont été
soumises au comité du
programme, qui en a retenu un
peu moins de 100. Au total,
près de 25 ateliers concurrents
et trois tables rondes permet-
tront aux conférenciers de faire
part de leurs expériences.

Trois conférenciers principaux
ont aussi été invités à s'adres-
ser en séance plénière aux
congréganistes, dont M. Pierre-
Marc Johnson.

Le contenu et les itinéraires
des 13 ateliers mobiles ou
visites techniques ont été
arrêtés. Le responsable des
communications, avec la
collaboration de la direction de
l'OUQ, a supervisé la produc-
tion trilingue du programme
provisoire. Le sous-comité des
communications a poursuivi les
démarches nécessaires auprès
des partenaires privés et
publics pour recueillir une
somme équivalente à 30 % du
budget du congrès. Les
ententes avec les fournisseurs
et les organismes liés aux
activités sociales et culturelles
ont été signées. Un appel a
été lancé aux professeurs et
étudiants en urbanisme au
Québec et dans le reste du
Canada afin de susciter leur
participation.

Une mission de promotion a
aussi été menée, en octobre
1998, auprès des organismes
professionnels, des
gouvernements et des grandes
villes du Chili, de l'Argentine et
du Brésil, avec la collaboration
du ministère du Commerce
étranger du Canada. Ces
contacts visaient non
seulement à susciter la
participation latino-américaine
au congrès, mais aussi à
établir des relations d'échange
durables entre professionnels
de l'urbanisme d'ici et
d'Amérique latine.

**LE SECRÉTARIAT
PERMANENT DES
ÉTATS GÉNÉRAUX DU
PAYAGE QUÉBÉCOIS**

Président

David Belque, Ordre des
urbanistes du Québec

Membres :

Pierre Breton, Ordre des
ingénieurs forestiers
Pierre Aubé, Ordre des
arpenteurs géomètres
François Bertrand, Ordre des
agronomes
André Boisvert, Association
des aménagistes régionaux
Yves Fréchette, Association
des géographes
André Bourassa, Ordre des
architectes

Bruno-Pierre Harvey,
Association des biologistes
William Moss, Association des
archéologues
Michel Simard, Association des
économistes
Chantal Prud'homme,
Association des architectes
paysagistes

Durant la dernière année, le
Secrétariat permanent des
États généraux du paysage
québécois a mis sur pied de
nombreuses activités
auxquelles ont participé
plusieurs membres de l'Ordre
des urbanistes du Québec
(OUQ). Rappelons qu'un
représentant de l'OUQ fait
partie des douze ordres et
associations professionnelles
qui siègent au conseil
d'administration depuis la mise
sur pied du comité
organisateur des premiers
États généraux du paysage
québécois en 1995.

Un site WEB bien actif
Les États généraux du paysage
québécois vous accueillent
désormais sur notre site WEB
(www.paysage.qc.ca). C'est à
partir de notre site que vous
pouvez obtenir textes des
conférences et rapports
d'activités. De plus, nous
avons mis sur pied des forums
de discussion afin de favoriser
l'échange d'information entre
nos membres.

Charte paysagère
Le projet d'élaboration d'une
charte paysagère pour le
territoire québécois prend
racine dans la préoccupation
de Tourisme Québec, du
ministère de l'Environnement
et des États généraux du
paysage québécois à l'égard
de la prise en compte et de la
mise en valeur du paysage.
Un groupe de travail composé
de représentants des associa-
tions et ordres membres des
ÉGPO a élaboré un premier
projet de charte paysagère.
En février 1999, le projet a été
commenté et révisé lors de
deux journées de réflexion.

Suite à l'élaboration de la
charte, seront entreprises, d'ici
l'automne 1999, des actions de
diffusion de la charte en vue
d'obtenir l'adhésion des
intervenants publics et privés
ainsi que du milieu
professionnel.

**Échange international dans
la région de Charlevoix
(8-16 octobre 1998) et
Colloque «Tourisme et
paysages»
(16-17 octobre 1998)**

La région de Charlevoix a
accueilli un premier échange
international au Québec sous
le thème Charlevoix au 3^e
millénaire. Piloté par le Centre
d'études collégiales de
Charlevoix, cet échange a été
organisé en collaboration avec
les ÉGPO et le Glynnwood
Center, un organisme
américain qui coordonne
depuis 10 ans des échanges
sur une base internationale.

Paysages ruraux
(8-9 février 1998)
À l'invitation de Solidarité
rurale, les ÉGPO ont collaboré
à un recueil de textes sur le
thème «Le village... tout un
patrimoine». Notre
participation à cet événement
a permis de nouer des liens
avec bon nombre
d'organismes et de
représentants du monde rural
et de faire progresser notre
implication dans la protection
et la sensibilisation à la
valorisation du paysage rural.
Notre présentation a mis
l'accent sur la valorisation de
paysages durables, la
nécessité d'inscrire le paysage
dans le projet d'aménagement
du territoire et sur le besoin
d'assurer le soutien technique
et l'apport de professionnels
pour coopérer avec les
nombreux intervenants du
milieu rural.

Paysages ruraux
(8-9 février 1998)
À l'invitation de Solidarité
rurale, les ÉGPO ont collaboré
à un recueil de textes sur le
thème «Le village... tout un
patrimoine». Notre
participation à cet événement
a permis de nouer des liens
avec bon nombre
d'organismes et de
représentants du monde rural
et de faire progresser notre
implication dans la protection
et la sensibilisation à la
valorisation du paysage rural.
Notre présentation a mis
l'accent sur la valorisation de
paysages durables, la
nécessité d'inscrire le paysage
dans le projet d'aménagement
du territoire et sur le besoin
d'assurer le soutien technique
et l'apport de professionnels
pour coopérer avec les
nombreux intervenants du
milieu rural.

Paysages naturels
(28 mai 1998)
Une journée de formation sur
le thème DE PAYS EN
PAYSAGE a permis d'explorer
la place du paysage dans des
approches disciplinaires axées
sur l'intervention (agriculture
forestière, implantation
d'infrastructures) et à montrer
l'intérêt d'une compréhension
globale du cadre biophysique
(la cartographie écologique)
dans lequel se situent les
interventions. Un deuxième
volet a abordé l'analyse de
l'expérience du touriste et du
villageur et a permis
d'illustrer comment «le pays
devient paysage». Les
participants ont été ainsi mieux
en mesure de mesurer l'intérêt
d'une recherche menée dans
la région des Laurentides par
la Chaire du paysage et de
l'environnement de l'Université
de Montréal qui vise à intégrer
la dimension du paysage à
l'aménagement du territoire.

Paysages naturels
(28 mai 1998)
Une journée de formation sur
le thème DE PAYS EN
PAYSAGE a permis d'explorer
la place du paysage dans des
approches disciplinaires axées
sur l'intervention (agriculture
forestière, implantation
d'infrastructures) et à montrer
l'intérêt d'une compréhension
globale du cadre biophysique
(la cartographie écologique)
dans lequel se situent les
interventions. Un deuxième
volet a abordé l'analyse de
l'expérience du touriste et du
villageur et a permis
d'illustrer comment «le pays
devient paysage». Les
participants ont été ainsi mieux
en mesure de mesurer l'intérêt
d'une recherche menée dans
la région des Laurentides par
la Chaire du paysage et de
l'environnement de l'Université
de Montréal qui vise à intégrer
la dimension du paysage à
l'aménagement du territoire.

COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Président:

Georges Robert, urbaniste

Membres:

Jacques Besner, urbaniste
Marcel Junius, urbaniste
Claude Langlois, urbaniste
(jusqu'au 25 janvier 1999)
Amarra Ouerghi, urbaniste

Les membres du comité sont parvenus à identifier divers types d'interventions susceptibles d'être engagées au niveau international par l'Ordre.

COMITÉ ENVIRONNEMENT



Les sept points suivants ont été retenus:

Présence officielle d'un(e) ou de représentant(s) de l'Ordre à des événements internationaux en participant à l'organisation ou l'écroulement des travaux. Collaboration suivie à des publications d'une réelle tenue professionnelle.
Échanges et participation, avec des organismes professionnels d'enseignement ou des ONG, à des stages, des projets, des voyages ou des visites et co-participation au montage de ces opérations.

Interventions d'ordre pédagogique: associations d'études canadiennes (une quinzaine existantes, en voie de développement); Universités d'été; ONG stages pratiques, formation sur le terrain (montage des opérations, propositions de trouver des enseignants ou moniteurs surtout pour les pays en développement). Organisation de rencontres internationales: colloques fermés ou conférences professionnelles, selon une certaine périodicité (annuelle ou tous les 2 ou 3 ans) montage de l'organisation et prise en charge du déroulement quand nous sommes les hôtes.

Formule du CEFACT (sessions intensives ou sessions extensives entre 30 et 60 heures de cours) formule renouée du Centre d'études et de formation en aménagement du territoire (contrat soit avec le ministère de l'Éducation, soit le ministère des Affaires internationales ou un organisme para étatique. Ouvrir des portes à l'étranger à des organismes, des institutions ou des agences québécois dont les pratiques ont un caractère d'exemplarité. Utiliser les réseaux existants et création de nouveaux réseaux.

Finallement, le comité a également contribué ainsi aux Etats généraux du Québec québécois au cahier d'environnement, la revue de leurs sujets à traiter. Il fera part de son avenir

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;
- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;
- l'adoption de normes de

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC (C.I.Q.)

Par

Danielle Pillette, urbaniste déléguée

La perception du public au sujet des services professionnels, de la mission des Ordres en matière de protection du public et du fonctionnement du système professionnel;

- le budget de l'Office des professions devenu organisme extra-budgétaire du Gouvernement du Québec et pour lequel la contribution totale des membres des Ordres s'élèvera à 4 509 000\$ en 1999-2000;

- la perception du public au sujet des services professionnels, de la mission des Ordres en matière de protection du public et du fonctionnement du système professionnel;

- des amendements au Code des professions,

- particulièrement quant à l'inspection professionnelle;

- les régimes et modalités d'information et de protection des renseignements personnels;

- la systématisation, l'encadrement et l'harmonisation des relations entre les syndics et les Bureaux des Ordres professionnels.

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vulnérabilité et conduisent à :

- l'intégration des psychoéducateurs et des sexologues à l'Ordre professionnel des conseillers et conseillères d'orientation;

- l'intégration des thérapeutes conjugaux et familiaux à l'Ordre professionnel des travailleurs sociaux;

- l'adoption de normes de

Les idées sont lancées. Elles ne sont pas limitatives et gagneront à être étoffées assez rapidement lors des rencontres subséquentes.

Une démarche officielle a été faite auprès du Président et de la Directrice générale pour que ce programme reçoive l'aval de l'exécutif de l'Ordre, en totalité ou partiellement. Un budget même modeste (inévitablement) devrait être mis à la disposition du comité pour en assurer son fonctionnement (rencontre du 3 septembre 1998).

Le Comité a suspendu ses rencontres jusqu'à ce que les autorités de l'Ordre aient statué sur le bien fondé des propositions faites et que des priorités soient établies.

En partie à cause de l'échéance électorale québécoise de l'automne 1998, le système professionnel a désamorcé en 1998-99 la dynamique réformiste dans laquelle il évoluait depuis quelques années. Le précédent ministre responsable Serge Ménard avait annoncé la constitution d'un comité aviséur pour la conduite du processus de grande réforme. Le déclenchement des élections a entraîné un surris à l'automne 1998. À sa dernière rencontre avec le Conseil, le ministre a présenté le nouveau président de l'Office des professions, Me Jean K. Samson, qui a aussi rencontré le Conseil et a manifesté beaucoup d'ouverture quant aux orientations d'une éventuelle réforme du système. La première rencontre entre le Conseil et la ministre Linda Goupil a lieu le 26 mars 1999.

Les principaux changements survenus en 1998-99 avaient été annoncés il y a déjà longtemps par le ministre Serge Ménard et avaient été préparés par l'adoption d'une loi-cadre permettant au Ministre d'éviter l'adoption d'une série de lois successives. Ils concernent des champs d'aide aux personnes en situation de vuln

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

**THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED
TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST
REPRODUCTIVE QUALITY**

**USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES
REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN
A COMPLETE READING OF THE TEXT.**

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

**LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN
DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE
REPRODUCTION**

**LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES
LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN
D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL**



20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel.: (416) 362-5211
Toll Free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161
Email: info@micromedia.on.ca

COMITÉ UMRQ-UMRCQ

Par
Marcel Chiasson, urbaniste & vice-président

Le représentant de l'Ordre des urbanistes du Québec a contacté à plusieurs reprises les représentants de l'UMRCQ afin d'établir un contact formel entre nos deux organismes.

Or, le 28 janvier 1999, le représentant à l'Ordre des urbanistes du Québec rencontrait Mme Isabelle Chouinard, directrice des services conseils à l'UMRCQ. Suite à cette rencontre, la présidente de l'UMRCQ, Mme Jacynthe Simard invitait officiellement le président de l'OUQ à siéger sur la Commission consultative permanente sur l'aménagement du territoire de l'UMRCQ.

Le président de l'OUQ a accepté l'invitation de la présidente de l'UMRCQ et a désigné Marcel Chiasson pour représenter l'Ordre sur ce comité.

Ce comité est composé de représentants de l'UMRCQ et de professionnels de l'aménagement.

Le mandat du comité est de s'exprimer sur tout sujet qui touche l'aménagement et l'urbanisme au Québec. Il rencontre à l'occasion les représentants du ministère des Affaires municipales afin d'échanger sur tout projet de loi ou décret qui concerne le monde municipal.

Au cours des prochaines semaines, on amorcera des contacts auprès des représentants de l'UMQ afin d'établir une relation d'affaires similaire à ce que nous avons développée avec l'UMRCQ.

La visibilité et la crédibilité de l'Ordre s'appuient sur ce type de démarche si nous voulons prendre notre place dans l'univers de l'aménagement et l'urbanisme au Québec.

ÉTATS FINANCIERS

STATEMENT OF CASH FLOW

Immobilisations (note 4)

3000 3000

287346 263124

Passif à court terme

31397 32787

Encaisse,

Dépenses à l'échéance 4,75% à 5,05% (3,55% à 5,05%

en fonction de la variation entre avril 1999 et mars 2000

188000 192000

4106 2356

10000 10000

5801 3906

239304 241049

45042 19075

3000 3000

287346 263124

Chèques courants et frais courus

34772 32445

Générales perdues par anticipation

120195 109403

14163

154967 156011

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Revenus reportés (note 5)

Non affecté

31397 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

SURPLUS

19075

88038

107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

132379 107113

287346 263124

Capital en immobilisations

45042 19075

87337 88038

STATEMENT

au 31 mars 1999

ACTIF	1999	1998
Actif à court terme	\$ 31397	\$ 32787
Encaisse		
Dépôts à terme, 4,75 % à 5,05 % (3,55 % à 5,05 % en 1998) échéances variées entre avril 1999 et mars 2000	188000	192000
Débiteurs	4106	2356
Subventions à recevoir	10000	10000
Frais payés d'avance	5801	3906
Immobilisations (note 4)	45042	19075
	239304	241049
	3000	3000
	287346	263124

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

COMITÉ UMQ-UMRCQ

Par
Marcel Chiasson, urbaniste & vice-président

Le représentant de l'Ordre des urbanistes du Québec a contacté à plusieurs reprises les représentants de l'UMRCQ afin d'établir un contact formel entre nos deux organismes.

Or, le 28 janvier 1999, le représentant à l'Ordre des urbanistes du Québec rencontrait Mme Isabelle Chouinard, directrice des services conseils à l'UMRCQ.

Suite à cette rencontre, la présidente de l'OUQ, Mme Jacynthe Simard invitait officiellement le président de l'OUQ à siéger sur la Commission consultative permanente sur l'aménagement du territoire de l'UMRCQ.

Le président de l'OUQ a accepté l'invitation de la présidente de l'UMRCQ et a désigné Marcel Chiasson pour représenter l'Ordre sur ce comité.

Ce comité est composé de représentants de l'UMRCQ et de professionnels de l'aménagement.

Le mandat du comité est de s'exprimer sur tout sujet qui touche l'aménagement et l'urbanisme au Québec. Il rencontre à l'occasion les représentants du ministère des Affaires municipales afin d'échanger sur tout projet de loi ou décret qui concerne le monde municipal.

Au cours des prochaines semaines, on amorcera des contacts auprès des représentants de l'UMQ afin d'établir une relation d'affaires similaire à ce que nous avons développée avec l'UMRCQ.

La visibilité et la crédibilité de l'Ordre s'appuient sur ce type de démarche si nous voulons prendre notre place dans l'univers de l'aménagement et l'urbanisme au Québec.

Aux membres de l'Ordre des urbanistes du Québec

PASSIF

Passif à court terme	
Comptes fournisseurs et frais courus	
Cotisations perçues par anticipation	
Revenus reportés (note 5)	
	34772
	120195
	154967
	156011

SURPLUS

Investi en immobilisations	
Non affecté	
	45042
	87337
	132379
	287346
	263124

REVENUS ET DEPENSES

de l'exercice terminé le 31 mars 1999

	Budget	révisé	Réel
Cotisations-membres	\$ 240198	\$ 234416	\$ 234571
Cotisations-stratégiques	9900	8733	10300
Subventions			
Ministère des Affaires municipales	5000	10000	10000
ACDI	14163	14163	9000
Revenu d'opérations	71750	46639	24949
Intérêts		8825	5728
Adhésions	2000	1669	1650
	343011	324445	296198

	Dépenses		
Salaires et charges sociales	159602	137066	159753
Transport et communications	37650	33607	35847
Services professionnels	29500	37647	32612
Fournitures et impression	29800	22845	20481
Charges locatives	27500	27541	21848
Frais de représentation	8500	6189	3914
Allocations	500		
Projets ACDI			
Dépenses reliées au projet Vietnam	14163	13670	
Développement d'un site Web international			
Autres	19320	8207	8317
Amortissement des immobilisations	9000	12407	7812
	335535	299179	299584

Excedent (insuffisance)
des revenus par rapport aux dépenses

7476 **25266** **(3386)**

Raymond Chabot Grant Thornton

Longueuil, le 16 avril 1999

Société en nom collectif		

X
Signature : Raymond Chabot

RENSEIGNEMENTS SUPPLEMENTAIRES

de l'exercice terminé le 31 mars 1999

	Administration	Admission	Vie démocratique	PLQ	Formation continue	Communication et information	Contrôle de la pratique professionnelle		Développement international	Comités	Relations avec les organismes	Budget révisé	1999	1998	
							Syndic	Inspection				\$	Réel	Réel	
REVENUS															
Cotisations-membres	\$ 64595	\$ 5739	\$ 45109	\$ 3000	\$	\$ 60277	\$ 22356	\$ 3000	\$	\$ 19360	\$ 10980	\$ 240198	\$ 234416	\$ 234571	
Cotisations-stagiaires		8733										9900	8733	10300	
Subventions															
Ministère des Affaires municipales	10000												5000	10000	10000
ACDI									14163				14163	14163	9000
Revenus d'opérations		5750	28862		80	12522						(575)	71750	46639	24949
Intérêts	8825												8825	5728	
Adhésions						1669							2000	1669	1650
	83420	20222	73971	3000	80	74468	22356	3000	14163	19360	10405	343011	324445	296198	
DÉPENSES															
Salaires et charges sociales	30450	12994	27588		2221	27111	11655	2000	59	16949	6039	159602	137066	159753	
Transport et communications	6272	1573	9127		33	7915	1208	729	4548	2202			37650	33607	35847
Services professionnels	13336	1197	2978		100	16780	6058	1805					29500	37647	32612
Fournitures et impression	4921	361	1914		397	15252							29800	22845	20481
Charges locatives	20000		7541										27500	27541	21848
Frais de représentation			5263	534								392	8500	6189	3914
Allocations													500		
PROJETS ACDI															
Dépenses reliées au projet Vietnam									9063				14163	9063	
Développement d'un site Web international															9000
Autres	7008		1090		109								19320	8207	8317
Amortissement des immobilisations	4028	3798											9000	12407	7812
	86015	19923	55501	534	2860	67058	18921	4534	13670	23732	6431	335535	299179	299584	
Excédent (insuffisance) des revenus par rapport aux dépenses	(2595)	299	18470	2466	(2780)	7410	3435	(1534)	493	(4372)	3974	7476	25266	(3386)	